

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 120 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2795 - Prix : 1€

Mélenchon, le candidat de belles paroles pour les travailleurs
Page 4

Des candidats devant le Medef : entretiens d'embauche
Page 5

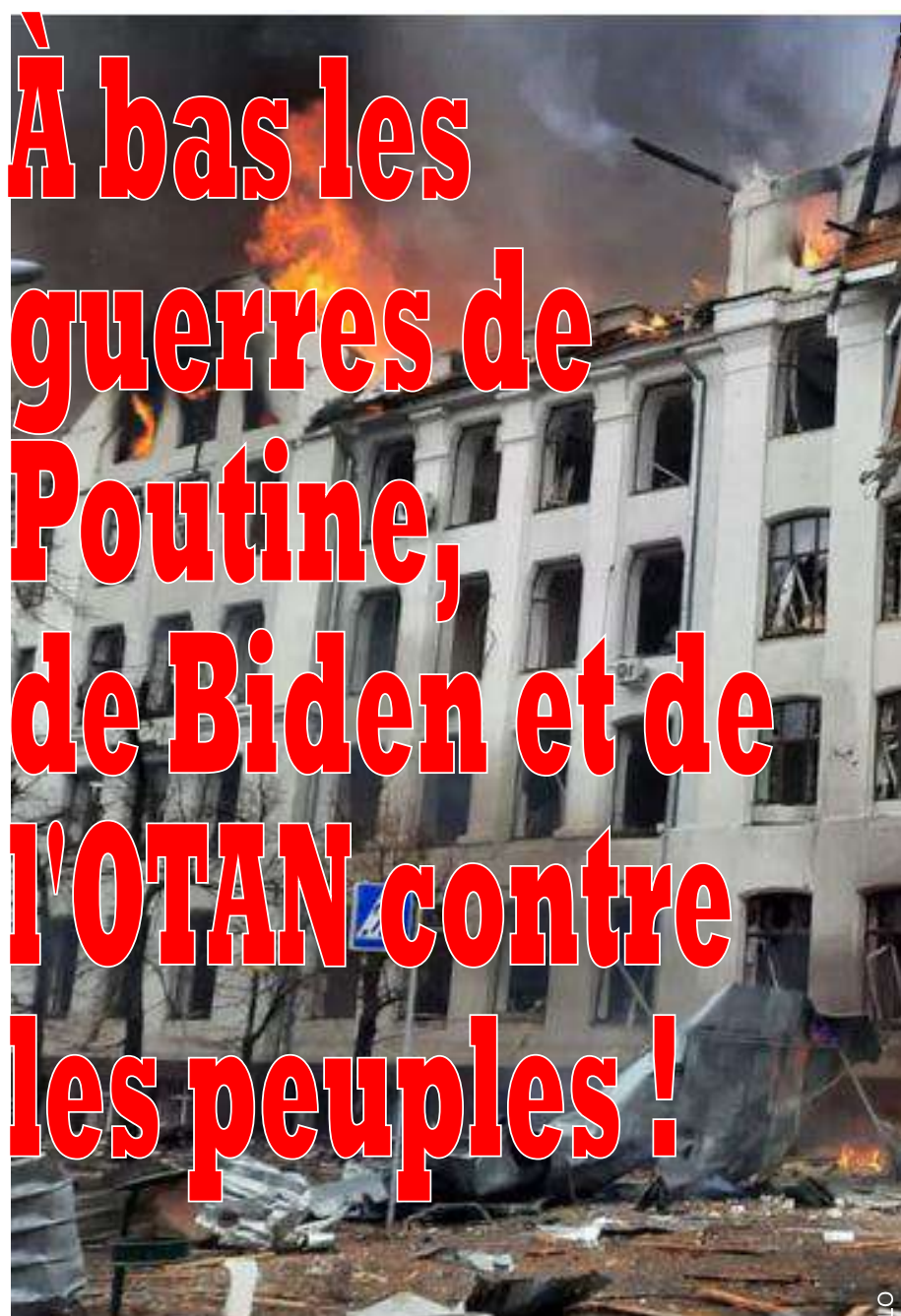
Contre le chômage : répartir le travail entre tous, avec maintien du salaire
Page 6

Compagnies pétrolières : faire monter les prix et les profits
Page 7

Grève pour les salaires : préparer la riposte d'ensemble
Page 10

Madagascar

La population victime de la misère
Page 12



À bas les guerres de Poutine, de Biden et de l'OTAN contre les peuples !

Villes bombardées, familles réfugiées dans des abris et des stations de métro, ou sur les routes à fuir les combats... L'intervention militaire décidée par Poutine a plongé l'Ukraine dans l'horreur d'une guerre monstrueuse et fratricide.

Ce conflit dresse les uns contre les autres des femmes et des hommes qui partageaient de longue date une culture commune et ont vécu ensemble pendant des décennies au sein de l'Union soviétique. Des familles, où se mélangeaient Russes et Ukrainiens, vivaient de part et d'autre de frontières qui ne constituaient pas alors des obstacles à la circulation. Aujourd'hui, l'exacerbation des nationalismes est en train de creuser des fossés de sang et de haine entre ces peuples.

L'attaque de Poutine contre l'Ukraine est criminelle. Il faut affirmer sa totale solidarité avec les populations en Ukraine et en Russie, où des centaines de manifestants contre la guerre ont été arrêtés. Mais c'est la politique des grandes puissances occidentales qui a fait de l'Ukraine le théâtre de leur bras de fer avec la Russie.

Depuis la disparition de l'URSS en 1991, les dirigeants américains n'ont pas cessé d'accroître leur pression militaire sur la Russie. Leur bras armé, l'OTAN, cette alliance conçue au temps de la guerre froide pour isoler et affaiblir l'Union soviétique, n'a jamais été dissoute. Au contraire, elle a continué de mener une politique d'encerclement, intégrant les États de l'ex-bloc soviétique limitrophes de la Russie. Les dirigeants occidentaux et ceux qui se font leur porte-parole nous présentent Poutine comme le seul agresseur pour dissimuler leur responsabilité écrasante dans l'évolution qui a conduit à la guerre. Comment Biden aurait-il réagi si la Russie avait installé des bases militaires au Mexique ou au Canada, aux frontières des États-Unis ?

Biden et ses alliés se moquent bien de la souveraineté de l'Ukraine et de la démocratie qu'ils prétendent défendre pour justifier leur politique. Comme si les dirigeants américains avaient été gênés de violer la souveraineté de l'Afghanistan et de l'Irak qu'ils ont envahis en inventant les mensonges les plus grossiers ! Quand les militaires français interviennent en Afrique, c'est pour défendre Total, Bouygues et la Françafrique, pas les droits démocratiques des populations. Cela finit tellement par se voir que des manifestations ont eu lieu récemment dans plusieurs pays pour exiger leur départ.

Poutine est un dictateur aux méthodes brutales et criminelles. Mais ce n'est pas cela qui est de nature à gêner les dirigeants du monde impérialiste. Au contraire ! Quand des milliers de soldats russes ont été envoyés en janvier au Kazakhstan pour aider à réprimer une révolte populaire contre des augmentations de prix, les prétendus démocrates occidentaux n'ont rien trouvé à y redire. D'autant que les parachutistes envoyés pour soutenir la dictature locale ont aussi protégé les intérêts des grandes sociétés occidentales présentes dans ce pays, comme Exxon, Total et ArcelorMittal.

Face aux grandes puissances occidentales, Poutine fait appel au patriotisme de la population russe, mais il ne défend pas ses intérêts. Il est le représentant de la bureaucratie et de la mince couche de privilégiés qui s'est constituée en accaparant des pans entiers de l'économie étatisée lors la disparition de l'Union soviétique. Contrairement à ce que prétend Poutine, l'intervention militaire en Ukraine ne peut en aucune façon renforcer la sécurité du peuple russe. Le chauvinisme agressif de la politique du Kremlin alimente en Ukraine le nationalisme antirusse et ne peut que renforcer la position de l'impérialisme dans cette région.

Poutine, Biden, et les autres dirigeants des pays de l'OTAN se livrent à une guerre avec la peau des peuples pour lesquels les uns et les autres partagent le même mépris. Et ils savent parfaitement s'entendre quand il s'agit d'écraser des travailleurs mobilisés ! Les travailleurs n'ont pas à se ranger dans un camp ou dans l'autre. Biden, Macron et leurs semblables voudraient nous embrigader. Il faut refuser l'union sacrée derrière eux. Cette guerre n'est pas la nôtre !

Pour s'opposer à un avenir inévitablement fait de crises toujours plus graves et de guerres de plus en plus généralisées, il faut refuser de laisser notre sort entre les mains des impérialistes et de leurs gouvernements, avec leurs intrigues et leurs complots contre les peuples. Comme le proclamait Jaurès avant la Première Guerre mondiale : « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* ». C'est toujours vrai et c'est pour cela qu'il faut le renverser !

Nathalie ARTHAUD

La guerre, une affaire en or pour les capitalistes !

À l'heure où les dirigeants européens dénoncent l'agression de l'Ukraine par Poutine, les capitalistes de l'armement se frottent les mains à la perspective de voir les commandes d'armement s'envoler.

Ainsi « Lundi 28 février, à la Bourse : toutes les grandes sociétés européennes de l'industrie de la défense ont vu leur cote s'envoler alors que les marchés d'actions étaient globalement baissiers. Plus 12% pour le Français Thales, +8% pour Dassault Aviation. Plus 15% pour l'Italien Leonardo, +18% pour le Suédois Saab. À la Bourse de Francfort, c'était encore plus délirant : la société Hensoldt, spécialisée dans l'électronique incorporée dans les Airbus, a

gagné 42% en une séance avec des pointes à 89%. Rheinmetall, le fabricant de chars et de blindés pour l'Otan, a bondi de 25% ». (Source : RFI du 1er mars 2022)

En période de guerre, les capitalistes réalisent encore plus de chiffre d'affaire et de profits qu'en temps de « paix » alors que les populations voient leurs conditions de vie se détériorer à grande vitesse.

On l'a vu pendant toute la période écoulée, l'épidémie de Covid 19 qui a provoqué la mort de centaines de milliers de personnes et des souffrances prolongées pour celles qui en ont réchappé, souvent faute de moyens pour y faire face, a été une opportunité pour les trusts pharma-

ceutiques (Moderna, Pfizer, Sanofi) de multiplier leurs gains, au détriment des budgets de la santé publique.

Avec la guerre en Ukraine, ce sont les marchands de canons et d'avions de chasse français, anglais, allemands, américains qui voient leurs affaires prospérer, pendant que les populations civiles pleurent leurs morts et sans qu'elles soient même assurées de recouvrer leur sécurité et leur liberté, car les dirigeants des pays capitalistes comme les dirigeants russes n'ont que mépris pour les peuples. Ce qui compte pour eux, c'est leurs affaires !

Les groupies de Macron

Macron ne s'est pas encore déclaré candidat à la présidentielle. Mais plusieurs maires, sénateurs et conseillers départementaux de l'île lui ont d'ores et déjà apporté leur soutien avec parrainages à l'appui pour certains.

Parmi eux, on trouve le président de l'Association des Maires et 1er vice-président du Département, Serge Hoarau, le président de la collectivité lui-même Cyril Melchior, Michel Vergoz, le maire PS de Sainte-Rose, la Sénatrice Nassimah Dindar qui ne sait plus à quelle saint se vouer tellement elle a fait le grand écart entre la droite et la gauche, Patrice Selly le maire de Saint-Benoît qui prétendait un temps être de gauche qui s'est illustré récemment par ses propos nauséabonds sur les pauvres et les familles comoriennes de Bras Fusil, et d'autres encore.

Tout ce « beau linge » en soutenant Macron dit « Amen » à sa politique anti-travailleurs et pro capitalistes que son gouvernement et lui mènent depuis 5 ans.

Hourra ! disent-ils ainsi aux attaques contre les chômeurs, contre les retraités. « La pas assez, met encore » pour les réductions de postes et à la précarisation dans les hôpitaux, dans les établissements scolaires, etc.

Que Macron continue de couvrir les capitalistes de milliards d'euros en cadeau !

Toute cette valetaille des ultra-riches qui acclame et qui réclame à

nouveau leur chef au pouvoir sait tromper les classes populaires avec de beaux discours pour gagner un strapontin. Mais, une fois élus, leurs actes montrent dans quel camp ils sont : celui des ennemis des travailleurs.

Ceux-ci pourront leur donner une bonne claque en votant pour leur camp, porté dans l'élection présidentielle par la candidate de Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 5 MARS de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 6 MARS de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 11 MARS de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 12 MARS de 8H30 à 10H00**

Zemmour et son entourage peu ragoûtant

Zemmour, le candidat d'extrême-droite qui a axé toute sa campagne contre les travailleurs immigrés (mais pas contre les émirs du pétrole !) a trouvé quelques soutiens à La Réunion.

Le premier est le sieur Gilbert Payet qui a fait toute sa carrière dans la préfectorale. Un homme d'ordre. Un ordre au service des riches et des exploités.

Il apprécie, dit-il, Zemmour pour sa « franchise » et se prononce pour la reconduite à la frontière des immigrés pauvres en statut d'illégalité et la reconduite aux frontières de ces derniers.

Cet ancien élève de la promotion "Droits de l'Homme" de l'ENA en 1981 (sic!) ose aussi déclarer : « Nous sommes allés trop loin dans les droits de l'homme » !

Ce discours plaira à tout ce que la

France et les DOM comptent de réactionnaires, d'anti-pauvres et d'anti-ouvriers.

Le deuxième est le maire de Saint-Philippe, Olivier Rivière, qui ne s'est pas contenté de lui apporter son parrainage pour l'élection présidentielle, mais a clairement fait comprendre qu'il partageait ses idées.

Rappelons que ce monsieur a été condamné à trois ans d'inéligibilité, huit mois de prison avec sursis et 10 000 euros d'amende le 25 mars 2021 par la cour d'appel pour cause d'avoir perçu plus de 10 000 euros par mois entre 2016 et 2018 pour ses mandats de maire, vice-président du Conseil Régional, vice-président de la CASUD et PDG de la société d'économie mixte Nexa, alors que la loi interdit de dépasser le plafond de 8500 euros par mois tous mandats cumulés. Une peinture dans le do-

maine de l'intégrité !

Rappelons aussi que Zemmour a été condamné pour avoir proféré des propos racistes et avoir nié la complicité de Pétain et de l'État français dans les rafles de Juifs à Paris en juillet 1942.

Nous avons donc en présence un triumvirat composé de racistes et de repris de justice qui prétendent sans complexe faire le ménage dans le pays !

Zemmour et ses zéloteurs ne pourront qu'être vomis et combattus par tous les travailleurs conscients qu'il n'y a aucun étranger parmi eux et que les seuls étrangers sont leurs exploités et leurs larbins politiques !

Mélenchon, le candidat de belles paroles pour les travailleurs

Jean-Luc Mélenchon, le candidat de la « France Insoumise » à la présidentielle est venu faire sa campagne à La Réunion pendant trois jours.

Mélenchon se fait passer pour le candidat le plus à gauche, celui qui aurait un programme pour les classes populaires. Mais en dehors des ses phrases en figure de style, rien ou presque dans ce qu'il promet de faire n'est pour améliorer de façon substantielle les conditions de vie des classes populaires.

En effet, Mélenchon est pour un smic à 1400 euros net (contre 1269 euros aujourd'hui), sans dire quand . Le salaire minimum qu'il propose est bien inférieur à ce qu'il faudrait aux travailleurs pour sortir un peu la tête hors de l'eau, à savoir 2000 euros. S'il veut lutter contre la « malbouffe » comme il le dit, ce n'est pas avec 131 euros de plus sur les plus bas salaires qu'il y parviendra.

Mélenchon dénonce le pourcentage élevé de diabétiques à La

Réunion qui entraîne, selon lui, des dépenses considérables de la CGSS.

C'est en bataillant contre la « malbouffe » et ses effets nocifs sur la santé que Mélenchon compte réduire le déficit de la Sécu ? Pourquoi ne regarde-t-il pas du côté des exonérations sociales dont bénéficient le patronat et qui creusent la Sécu par milliards ?

Il parle du chômage qui gangrène la société réunionnaise. Mais il ne dit pas comment lutter contre.

Une des solutions serait de répartir le travail entre ceux qui s'échinent en longueur d'année dans les entreprises et ceux qui en sont privés sans baisse de salaire. Mais ça, ce n'est pas dans le programme de Mélenchon.

Mélenchon déplore la dégradation des services publics. Mais propose-t-il d'utiliser l'argent public pour la construction, d'hôpitaux, d'écoles, etc. au lieu de les donner par milliards comme le fait Macron (et ses prédécesseurs) aux capita-

listes Hayot, Téréos, etc. ?

Mélenchon ne veut pas plus toucher aux sacro-saints profits des actionnaires des grands groupes, des banques, des patrons pour indexer les salaires, les retraites et les minima sociaux sur la hausse des prix. Non, en revanche il prétend bloquer les prix c'est-à-dire permettre aux industriels de l'agro-alimentaire de dresser les agriculteurs contre les consommateurs.

Mélenchon, n'est pas le candidat du « pouvoir d'achat », « le meilleur candidat pour les classes populaires » comme le prétend la présidente de la Région Huguette Bello.

Les travailleurs ne doivent pas se laisser bernés par ces serviteurs loyaux de la bourgeoisie.

Leur conscience doit s'éveiller en s'affirmant dans le camp des travailleurs représenté par Nathalie Arthaud

Mélenchon cocorico

À son arrivée à l'aéroport de Gilet Mélenchon a donné son point de vue sur l'intervention armée de la Russie en Ukraine.

Tout en appelant Poutine à la raison (en cela il ne diffère pas de Macron ou de Biden), le candidat à la présidentielle s'est lancé dans un

discours patriotique en prévenant ceux qui veulent « s'en prendre à nous et à nos intérêts » que « les Français disposent de moyens d'assurer leur protection à leurs frontières et celles de leurs intérêts ».

Il a dit espérer que Macron ait pensé à « déployer immédiatement

tous les dispositifs qui nous mettent en état de défense ».

Mélenchon n'est pas président mais se prend déjà pour le chef de l'armée...

Bientôt le treillis à la place de son costume-cravate ?

Des candidats devant le Medef : entretiens d'embauche

Six candidats à l'élection présidentielle (Jadot, Roussel, Péresse, Hidalgo, Le Pen et Zemmour) ont passé un « grand oral » devant 400 grands patrons à Paris. Tous ont été plus lèche-bottes les uns que les autres.

D'abord, dans la forme. Jadot a dit que « la transition écologique se fera avec les entreprises ou ne se fera pas ». Le Pen a déclaré que ces grands patrons étaient « le poumon de la France ». Et Zemmour leur a carrément avoué : « Je vous admire. » Il a même fait un lapsus en nommant le patron du Medef Geoffroy Roux « de beaux yeux » !

Quant aux mesures phares exposées par ces candidats, elles comprennent toutes des aides publiques aux grandes entreprises. L'écologiste a expliqué qu'il distribuerait des aides... pour soutenir la transition écologique. La candidate de droite a annoncé qu'elle baisserait encore plus les impôts des entreprises. Même Roussel, qui a eu l'audace extrême de dénoncer à demi-mots l'évasion fiscale, a tenu à démontrer aux représentants patronaux que les augmentations de salaire qu'il défendait entraîneraient un « choc de l'offre »



Cyril Bitton Divergence

qui bénéficierait aux capitalistes. Ces derniers le croiront ou non, mais en tout cas lui ne veut pas leur nuire.

Les candidats d'extrême droite ont bien montré que, élus, ils seraient, comme les autres, de loyaux serviteurs du grand patronat. Marine Le Pen, questionnée sur sa proposition d'augmenter les bas salaires en baissant les cotisations patronales, a assuré aux auditeurs que ça ne leur coûterait rien... sauf aux services publics qui ne seront plus financés ! Enfin Zemmour, qui ne cesse de s'attaquer aux travailleurs immigrés, a tenu à apaiser les craintes des em-

ployeurs en quête de main-d'œuvre sous-payée : « Effectivement, dans certaines activités, je reconnais que les Français ne veulent pas travailler. Mais on restera en Europe, il y aura des Polonais, des Roumains et ça règlera largement la question. » Français ou immigrés, d'Europe, d'Afrique ou d'ailleurs, Zemmour méprise bien tous les travailleurs.

Ces candidats sont concurrents et visent des électeurs différents. Mais leur prestation devant le Medef montre bien une chose : ils savent qui sont leurs maîtres.

Ultime prière du Médef Réunion en vue de la présidentielle

Didier Fauchard, président du Médef Réunion veut faire « Réussir La Réunion ». C'est d'ailleurs le titre qu'il a donné au document qu'il a compilé pour les candidat(e)s à la présidentielle d'avril.

Après s'être prononcé pour l'antienne usée jusqu'à la corde par

tous les démagogues du « vivre ensemble réunionnais », il a abordé les choses sérieuses en revendiquant « la création d'une zone franche dédiée à l'export pour la production de biens et de services », en clair une zone où les patrons n'auraient plus de cotisations sociales, ni d'impôts à payer.

Après le « vivre ensemble », on revient au « vivre tout seul assis sur son magot accumulé grâce à l'exploitation sans limite des travailleurs ».

Ouf, on a cru un instant que le Médef ait eu des vellétés sociales !

Contre le chômage : répartir le travail entre tous, avec maintien du salaire

Les commentaires triomphalistes de l'équipe du bientôt-candidat Macron n'ont pas manqué après l'annonce de la baisse de 0,6 point du taux de chômage au dernier trimestre 2021, qui s'établit selon l'Insee à 7,4 % de la population active.

Un accent particulier a été mis sur le chômage des 15-24 ans, qui reste très élevé (15,9 %), mais reculerait de 3,6 points. Pourtant, ces jeunes ont-ils réellement trouvé un emploi ? Rien n'est moins sûr. En effet, si le nombre des jeunes chômeurs a baissé de 209 000 par rapport à fin 2018, c'est surtout en raison de la hausse encore plus importante du nombre d'apprentis (+ 344 000), payés la plupart du temps en dessous du salaire minimum, et dont un tiers se retrouvent au chômage six mois après la fin de leur apprentissage.

L'autosatisfaction du gouvernement a quelque chose d'indécent, alors que des millions de travailleurs sont toujours au chômage ou en situation de sous-emploi. D'après Pôle emploi, les chômeurs de catégorie A (sans aucun emploi) étaient près de 3 102 000 au quatrième trimestre 2021 en France métropolitaine. Au



total, ils étaient 5 368 000 à être comptabilisés par Pôle emploi, toutes catégories confondues. À ces millions de chômeurs, il faudrait encore ajouter 347 800 personnes dispensées de chercher un emploi, un nombre qui a presque triplé en vingt ans.

Le chômage reste une réalité pour une grande partie du monde du travail, privant des millions de femmes et d'hommes de la possibilité de gagner leur vie, permettant aux patrons d'exercer un chantage permanent, de

refuser les augmentations de salaires et de détériorer les conditions de travail.

Pour éradiquer le chômage, il faudra embaucher massivement et répartir le travail entre tous, sans baisser les salaires. Cela, les travailleurs devront l'imposer par leurs luttes.

Cour des comptes : un plan de combat contre les travailleurs

Le 16 février, la Cour des comptes a publié son rapport annuel sur les finances publiques. Elle y fait le bilan de la dette de l'État après deux ans de pandémie. Elle critique la politique affichée par le gouvernement pour réduire le déficit budgétaire, en affirmant que les mesures annoncées sont insuffisantes.

Sous le coup des mesures liées à la crise sanitaire et de la politique en faveur des entreprises, la dette de l'État s'est envolée à plus de 2 800 milliards d'euros fin 2021, 500 milliards de plus qu'en 2019. Dans le même temps, les recettes de l'État ont diminué à cause notamment des 15 milliards de baisse d'impôts en faveur du patronat, les impôts dits de production et celui sur les bénéfices

des sociétés en 2021, des baisses qui se poursuivront en 2022 et au-delà.

En octobre dernier, le gouvernement s'était engagé auprès de la Commission européenne à ramener le déficit budgétaire, estimé à 5 % du PIB à la fin de 2022, à moins de 3 % d'ici 2027. Pour cela il s'est engagé à mener une politique d'économies... que la Cour des comptes a jugées insuffisantes. Il y manquerait selon elle au moins 9 milliards par an. Et elle a indiqué la voie à suivre, qui épargne le patronat, ne touche pas aux caudex fiscaux, mais diminue les dépenses en matière de retraites, d'assurance maladie, de droits au chômage, de minima sociaux et de politique du logement. Un véritable programme de combat contre les tra-

vailleurs.

À l'approche des élections, le gouvernement cherche à mettre à son crédit la sortie de la crise, sans trop s'avancer sur les attaques qu'il déroulera après les élections. La Cour des comptes n'a pas cette retenue. Elle indique sans fard la voie que le prochain gouvernement, quel qu'il soit, devra suivre : faire payer les couches populaires. Mais les travailleurs n'ont pas à payer pour rembourser des dettes dont ils ne sont pas responsables. La dette de l'État existe en grande partie pour maintenir, voire faire grossir les fortunes de la bourgeoisie. À elle de la payer !

Compagnies pétrolières : faire monter les prix et les profits

D'après la banque Morgan Stanley, les profits des majors, les principales compagnies pétrolières mondiales, Shell, BP, TotalEnergies, ENI, et de la compagnie norvégienne Equinor, battent tous les records.

Ces cinq entreprises ont accumulé 23,7 milliards de dollars de bénéfice net en 2021 et détiennent entre leurs mains la somme gigantesque de 93 milliards de dollars de « cash-flow libre », c'est-à-dire d'argent disponible pour être réinjecté dans la sphère financière. La hausse du prix du pétrole, certes alimentée par la

spéculation, a aussi des causes bien concrètes liées aux décisions prises dans les conseils d'administration de ces grands groupes capitalistes pour limiter la production. En effet, les investissements des compagnies pétrolières et gazières, qui s'étaient effondrés en 2020, n'ont pas redémarré : malgré la hausse des prix du baril de pétrole, ils seraient restés inférieurs de 20 % par rapport au niveau atteint avant la crise sanitaire. Les découvertes de nouveaux gisements sont tombées en 2021 au plus bas niveau observé depuis la

Deuxième Guerre mondiale.

En fait, après avoir massivement réduit leurs investissements pendant la crise sanitaire afin de préserver leurs bénéfices et les dividendes versés, les majors font payer aux consommateurs le prix de la prétendue « transition écologique ». On ne pourra les empêcher de faire régner leur loi sur l'ensemble de la société qu'en se battant pour exproprier purement et simplement leurs actionnaires et placer ces entreprises sous le contrôle des travailleurs.

Luxe : un parasitisme qui défie l'imagination

Les montants des grandes fortunes ont décollé pendant la crise sanitaire et les dépenses de luxe se sont envolées, à un rythme qui a surpris jusqu'aux patrons du secteur.

D'après le PDG de Rolls-Royce, la pandémie aurait enseigné à ses clients la fragilité de l'existence humaine et l'importance d'en profiter tant qu'il en est encore temps. Ils ont assailli les succursales de Rolls-Royce, Bentley, Lamborghini et Ferrari l'an dernier.

Quand l'automobile de luxe accélère, le marché des jets privés décolle. Le vice-président d'un des leaders mondiaux du secteur explique que, préoccupés du respect des distanciations sociales, et par le souci d'échapper aux restrictions sur les

lignes régulières, les ultra-riches n'ont jamais loué ou acheté autant de jets privés que l'an dernier, malgré des tarifs de 15 000 euros de l'heure et des entrées de gamme à plus 20 millions de dollars.

D'après le patron d'un chantier naval espagnol, d'autres grands bourgeois ont toutefois vraiment mal vécu les mesures de restriction, notamment ceux qui se sont retrouvés enfermés dans leurs villas pendant que certains de leurs congénères se pavanaient au large sur leur yacht. Résultat : la construction de plus de 200 de ces Rolls des mers valant plusieurs centaines de millions d'euros, a été lancée l'an dernier, faisant de 2021 la meilleure année depuis douze ans pour le secteur.

Ceux qui craignent le mal de mer pourront toujours se rabattre sur le tourisme spatial, puisque le premier d'entre eux a déboursé en juillet 3,3 millions de dollars pour 4 minutes en apesanteur et que le premier module hôtelier spatial, prévu pour être raccordé dans deux ans à la station spatiale internationale, est désormais en cours de construction.

Question parasitisme et délire mégalomane, la monarchie française et la noblesse de Versailles ont trouvé de bien dignes successeurs. Souhaitons-leur le même avenir que leurs prédécesseurs.

NRL : les gestionnaires et les vautours

Les patrons des transports routiers l'ont mauvaise. La nouvelle équipe dirigeant la Région a décidé d'opter pour une nouvelle route du littoral tout viaduc. Ils voient donc leur échapper un transport fructueux de roches massives et autres andins que l'ancienne équipe de droite leur rémunérerait grassement.

Ils prétendent vouloir agir pour que la NRL soit livrée plus rapidement... mais ils menacent de bloquer

les routes avec leurs engins si la Région ne se plie pas à leurs exigences !

Et pourtant, malgré son intransigeance affichée concernant l'option viaduc, Huguette Bello a tenu à les rassurer en déclarant : "Nous adhérons à la proposition du préfet qui souhaite mettre en place une conférence logistique opérationnelle pour que tout le monde soit autour de la table et pour aussi que tout

ce qu'il y a à faire en travaux soit partagé. Nous voulons travailler main dans la main avec les entreprises, avec les transporteurs. Il n'y a pas de dialogue rompu."

En clair Bello se porte garante que les transporteurs continueront à se remplir les poches sous sa gouvernance.

Énergie : l'illusion isolationniste

Avec la hausse continue du prix des carburants et de l'électricité reviennent aussi dans le débat l'idée qu'il faudrait, pour s'en protéger, que La Réunion produise elle-même sa propre énergie.

Ce projet d'autonomie énergétique a été porté particulièrement par Paul Vergès quand il était à la tête de la région. Le leader du PCR préconisait d'équiper l'île de capteurs solaires, d'utiliser l'énergie de la mer et la force des vents pour remplacer les énergies fossiles responsables du réchauffement climatique. Ces idées sont aussi portées par les mouvements écologiques.

Cela fait des années que le débat est en cours et, de fait, un certain

nombre de sites ont été équipés avec des centrales solaires ou des éoliennes. L'énergie maritime, la climatisation avec l'eau de mer des profondeurs ont été abandonnés pour cause de « rentabilité insuffisante ». En clair les entreprises capitalistes ont laissé tomber ces projets parce qu'elles ont établi qu'ils ne leur rapporteraient pas assez.

Et c'est bien là le problème, car entre les projets « écologiques » et leur réalisation, il y a le filtre du veto des capitalistes qui décident si cela les intéresse financièrement ou pas.

Le respect de la nature, la lutte contre la pollution, la protection de la santé humaine, tout cela est le cadet des soucis du patronat du secteur

énergétique, un secteur qui d'ailleurs est de plus en plus dans les mains des capitalistes. D'ailleurs, à La Réunion 60 % de l'énergie est aux mains des entreprises privées (Albioma, Cadran, etc.).

Tant que les capitalistes seront aux commandes, l'écologie ne restera qu'un beau discours.

Pour rappel, quelques chiffres sur la production d'énergie à La Réunion en 2021:

La production électrique de l'île est assurée à près de 45 % par les deux centrales d'Albioma, Bois Rouge à Saint André et Le Gol à Saint Louis.

L'électricité est vendue à EDF, dont la centrale du Port fournit un peu moins d'un tiers de l'électricité de l'île, via du fuel lourd (projet de biomasse liquide).

Le reliquat est apporté par les énergies renouvelables : hydraulique, photovoltaïque et éolien.

Deux tiers de la production sont donc issus du non-renouvelable, un tiers du renouvelable (si l'on y intègre la bagasse).

On est donc loin de l'autonomie énergétique réunionnaise et du 100 % énergie renouvelable !



Pompiers en colère et en grève !

Lundi 28 février, les pompiers ont cessé le travail. Ils en ont assez des promesses non tenues et des effectifs insuffisants.

Ainsi à Sainte-Suzanne, ils se sont retrouvés les pieds dans l'eau lors du passage de Batsirai et ils attendent toujours qu'on les emménage dans une nouvelle caserne aux normes. À Sainte-Marie, c'est du pareil au même puisqu'ils doivent se contenter de préfabriqués comme seuls bâtiments de travail et d'hébergement.

Quant aux effectifs, ils fondent à

vue d'oeil. Les départs à la retraite, nombreux, ne sont plus remplacés et le surplus de travail et d'astreinte retombe sur ceux qui restent en poste. Rien d'étonnant dès lors à ce que les arrêts de travail se multiplient !

Le patron du SDIS lui-même le reconnaît : « *Les pompiers de plus en plus âgés ne sont plus aptes à effectuer les mêmes missions, les mobilités* », « *Oui, nous avons des pompiers qui bossent dans des locaux complètement inadaptés, insalubres...* » (*Le Quotidien* du 1^{er} mars 2022).

Le gouvernement et les politiciens locaux savent se mobiliser, toutes tendances confondues, pour servir le couvert au patronat avec les deniers publics, au détriment justement du fonctionnement des services publics traités en « enfants bâtards », alors que ce devrait être l'inverse.

Les pompiers ont raison de se mobiliser, eux qui vont jusqu'à risquer leur vie pour sauver celles des autres. Ils doivent être soutenus sans réserve par la population !

Hôpitaux : demi-prime

Fin décembre, Castex a annoncé une prime de 100 euros pour les infirmières des services de réanimation et de soins critiques.

Dans les services concernés, le mécontentement s'était exprimé car les aides-soignantes, avec qui les in-

firmières travaillent au coude-à-coude, ne la touchent pas.

Puis, lorsque la paie de janvier est tombée, dans certains hôpitaux au moins, les infirmières se sont aperçu que les 100 euros promis avaient fondu de moitié. En effet des directions

ont pris prétexte de cette nouvelle prime pour en supprimer une autre, la NBI.

Même lorsqu'elles veulent avoir l'air généreuses envers les travailleurs, les autorités ne peuvent s'empêcher de lésiner.

DANS LES ENTREPRISES

GRÈVE POUR LES SALAIRES

Préparer la riposte d'ensemble

Un peu partout en France, des travailleurs se mettent en lutte pour des augmentations de salaires. Les raisons d'engager le combat sont évidentes : les prix flambent, les profits patronaux battent des records et les salaires sont trop faibles.

Bien des travailleurs prennent comme une gifle les augmentations proposées par leurs patrons, souvent en dessous des 3 % de l'inflation officielle.

Ceux qui se mettent en lutte, d'une façon ou d'une autre, ont raison, car seul le rapport de force peut

faire reculer les patrons. Ces grèves montrent que la colère est là. Elles soulignent aussi les limites de la politique des directions des centrales syndicales, qui laissent les luttes se mener entreprise par entreprise, selon le calendrier fixé par les négociations annuelles, sans chercher à les faire déborder du cadre.

Depuis le mois de septembre, dans la santé, l'éducation, la métallurgie, chez les retraités, des journées de mobilisation ont eu lieu à des dates différentes. Elles ont à chaque fois regroupé des milliers de

travailleurs. Mais les directions confédérales n'ont organisé que deux journées de grève interprofessionnelles, séparées de plusieurs mois, sans suite annoncée d'avance. Une nouvelle est programmée le 17 mars.

Pour imposer les augmentations de 300, 400 ou 500 euros qui sont nécessaires pour faire face à l'inflation, il faudra une riposte d'ensemble des travailleurs. C'est un tel mouvement que doivent préparer tous ceux qui ont à cœur de défendre les intérêts du monde du travail.

DANS LE MONDE

MALI

Le triste bilan de l'armée française

Emmanuel Macron a officialisé jeudi 17 février le retrait des troupes françaises du Mali. 2500 à 3 000 soldats français resteront déployés dans le Sahel. Dans un premier temps, les soldats évacués du Mali rejoindront le Niger. Puis le dispositif évoluera, afin de pouvoir intervenir dans les pays côtiers : Sénégal, Côte d'Ivoire, Bénin, Togo. Ce sont d'anciennes colonies françaises, visés par les djihadistes ceux aussi où les intérêts des entreprises françaises sont les plus

importants.

Macron a osé affirmer que l'intervention militaire avait obtenu des résultats considérables. Mais quels sont ces résultats ? Si l'armée française a dans un premier temps chassé les djihadistes des villes de Gao et Tombouctou où ils faisaient régner la terreur, cela a rapidement abouti à leur dispersion dans toutes les régions du Mali, où ils font régner la même terreur sur les habitants. Pire, si l'on peut dire, ces groupes armés

ont essaimé dans les pays voisins, comme le Burkina Faso, où un million et demi d'habitants ont aujourd'hui été chassés de chez eux.

Si l'armée française a été incapable d'éradiquer le djihadisme, elle a par contre parfaitement réussi à maintenir des régimes corrompus à la tête des pays où elle intervenait. Au Mali comme au Burkina, ces régimes furent remplacés par des juntes militaires, s'appuyant sur l'hostilité de la population envers leurs dirigeants

Suite page 11

corrompus, mais aussi envers l'armée française. Ces militaires au pouvoir sont les chefs de la soldatesque qui terrorise les villages tout autant que les djihadistes, mais ils y ont gagné une popularité inédite.

L'armée française n'a jamais cessé de être présente en Afrique depuis

la décolonisation. Ses opérations militaires n'ont jamais visé à protéger les populations : ni au Rwanda en 1994, où elle a protégé les génocidaires, ni dans la guerre civile ivoirienne en 2002, où elle a fait pencher la balance en faveur d'Alassane Ouattara, ni en Libye, en Centra-

frique ou au Mali, où son arrivée a juste été le prélude d'un immense chaos. Partout elle a juste tenté, avec plus ou moins de succès, de défendre les intérêts de l'impérialisme français et ceux des autres grandes puissances.

UNION EUROPÉENNE-UNION AFRICAINE

Sommet d'hypocrisie

Lors du sommet Union européenne-Union Africaine, les 17 et 18 février, les dirigeants européens ont opposé un refus catégorique aux dirigeants africains, qui réclamaient la levée temporaire des brevets sur les vaccins anti-Covid.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'objectif de 70 % de couverture vaccinale en fin de premier semestre 2022 est la condition d'une sortie de la phase aigüe de la pandémie à l'échelle mondiale. L'Afrique, dont seulement 11 % de la population a reçu une vaccination complète, est loin du compte. La levée des brevets permettrait de pro-

duire rapidement, massivement et à moindre coût les doses nécessaires à la vaccination de la population africaine, et une centaine de pays pauvres, l'Afrique du Sud et l'Inde en tête, la réclament depuis un an.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, soutenue par les 27 États de l'UE, s'est dite défavorable à la levée des brevets. Elle préfère les « licences volontaires ou obligatoires », dispositif par lequel un laboratoire pharmaceutique vend à un État l'autorisation de produire son vaccin, sans lui en révéler la formule.

À l'issue du sommet, les diri-

geants européens ont affiché une prétendue générosité, promettant de donner à l'Afrique « 450 millions de doses d'ici l'été ». Cela reste à voir, car en un an seules 150 millions de doses ont été livrées, bien souvent à la limite de la date de péremption, voire déjà périmées.

En juin 2021, Macron avait fait de belles déclarations sur le vaccin « bien commun de l'humanité ». Dans les faits il protège les profits des actionnaires des laboratoires pharmaceutiques, quoi qu'il en coûte à l'humanité.

ÉTATS-UNIS-AFGHANISTAN

Après l'occupation, la spoliation

D'un trait de plume le président américain a confisqué, le 11 février, sept milliards de dollars déposés aux États-Unis et appartenant à la banque centrale d'Afghanistan.

Ces fonds sont gelés depuis l'arrivée au pouvoir des talibans. C'est évidemment en prétendant les empêcher de s'en emparer que Biden met la main sur cette somme.

Plus de vingt millions d'Afghans souffrent de la faim. La faillite économique dont le président américain attribue la responsabilité aux talibans était déjà en cours l'été dernier lorsque le précédent gouvernement afghan s'est délité et que l'armée américaine a évacué le pays. C'est d'ailleurs la corruption gigantesque

au sein de l'État, sous le contrôle des États-Unis depuis 2002, et son mépris des besoins élémentaires de la population qui ont permis aux talibans de le renverser presque sans résistance et de prendre le pouvoir en août 2021.

Biden promet d'utiliser la moitié de ce qu'il vole à la population afghane, une des plus démunies du monde, pour financer l'aide humanitaire absolument indispensable à la survie des affamés. Qui gèrera ces fonds ? Comment iraient-ils à la population ? Nul ne le sait.

L'autre moitié devrait servir à indemniser les familles des milliers de victimes américaines des attentats du 11 septembre 2001. Certaines de ces familles s'en sont indignées et ont fait

remarquer qu'aucun Afghan n'était présent dans les commandos-suicide qui ont fait s'écraser des avions aux États-Unis ce jour-là. Et puis qu'en est-il de l'indemnisation des 160 000 victimes de vingt années d'occupation de l'Afghanistan par des armées étrangères, dont celle de la France, et des bombardements de villages par leur aviation ?

Derrière les phrases sur les droits humains, les dirigeants de l'impérialisme se sont comportés de bout en bout en prédateurs envahissant, occupant et pillant un pays à l'autre bout du monde.

Fortune de mer et fortune des armateurs

Dans la nuit du 14 au 15 février, le chalutier-frigorifique *Villa de Pitantxo* a fait naufrage dans l'Atlantique nord, à 250 milles à l'est de Terre-Neuve. Sur vingt-quatre membres d'équipage il n'y a que trois survivants.

Les vagues se creusant jusqu'à dix mètres et la température descendant à moins trois degrés, les secours, navires présents dans cette zone et aéronefs venus du Canada, ont abandonné les recherches, considérant qu'il n'y avait aucune chance de retrouver vivants les marins disparus. L'armateur, la société espagnole

Nores, qui possède huit chalutiers de ce type, a expliqué que le moteur s'est arrêté alors que le *Villa de Pitantxo* changeait de cap dans la tempête, le privant de propulsion et de gouvernail et causant ainsi le naufrage. Les trois rescapés, dont le capitaine, auront peut-être une autre version de l'avarie et du naufrage de ce navire moderne, de 50 mètres de long, familier des lieux et du temps.

À Marin, en Espagne, port d'attache du chalutier, les familles et les collègues des disparus, espagnols, péruviens et ghanéens, décrivent leurs conditions de vie : six mois par-

tis, six mois sans trêve ni repos d'un travail harassant et dangereux pour 1 500 euros net par mois. Et, comme le naufrage le démontre, on ne s'arrête pas, quelle que soient les conditions de mer.

Les gouvernements espagnol et canadien, les autorités européennes et bien évidemment la société Nores ont adressé leurs condoléances aux familles et affirmé comprendre l'émotion des gens de mer. C'est bien le moins, car c'est dans leur monde, sous leurs lois, que des marins sont contraints de risquer leur vie pour engraisser l'armateur.

MADAGASCAR

La population victime de la misère

En l'espace d'une semaine, Madagascar a été frappé de plein fouet par deux cyclones, Batsirai et Emnati. Les pluies et les vents violents ont causé de nombreux dégâts et de nombreuses victimes parmi la population. Il y a eu plus d'une centaine de morts et des milliers de sinistrés.

Tout comme Madagascar, La Réunion est aussi sur la trajectoire des cyclones.

Mais aussi violents que puissent être ces phé-

nomènes, leur passage sur La Réunion et les dégâts qu'ils créent sont sans commune mesure avec les ravages qu'ils causent à Madagascar. Et cela n'est pas seulement dû à la taille des deux îles.

En effet, les constructions ici sont loin d'être aussi précaires qu'à Madagascar. Les routes, les réseaux électriques, les réseaux d'eau potable sont bien meilleurs que les infrastructures malgaches, là où elles existent. Il en va de même pour les secours, les hôpitaux, etc.

C'est donc la privation de tous ces moyens matériels et humains qui aggrave considérablement les effets dévastateurs de ces phénomènes climatiques.

Chaque catastrophe naturelle, qu'il s'agisse de cyclones ou de sécheresses, plonge les classes populaires malgaches, en particulier les plus pauvres, dans une misère et un dénuement toujours plus grand.

La responsabilité des dirigeants corrompus, dignes successeurs des colonialistes, est totale.



ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282